

(...) Les dangers inhérents à l'idée démocratique elle-même proviennent de ce que l'on isole et absolutise l'un de ses ingrédients. Ce qui réunit ces divers dangers est la présence d'une forme de démesure. Le peuple, la liberté, le progrès sont des éléments constitutifs de la démocratie, mais si l'un d'eux s'émancipe en même temps de ses rapports avec les autres, échappant ainsi à toute tentative de limitation et s'érigeant en unique absolu, ils se transforment en dangers.

Ce que les anciens Grecs appelaient *hubris*, ou démesure, était considéré comme la pire faille de l'action humaine : une volonté ivre d'elle-même, un orgueil persuadant celui qui l'éprouve que pour lui tout est possible. Son contraire était estimé comme la vertu politique par excellence : la modération. L'un des premiers à en parler, Hérodote, raconte dans son *Enquête* un cas de *hubris* ayant entraîné des conséquences catastrophiques. L'empereur des Perses Xerxès avait envie de partir en guerre contre les Athéniens pour étendre encore les frontières de son royaume et de son pouvoir ; avant de prendre sa décision finale, il a demandé leur opinion à ses conseillers. L'un d'entre eux, Artabane, a tenté de le dissuader d'entrer en guerre : « Le ciel rabaisse toujours ce qui dépasse la mesure. C'est ainsi qu'une grande armée succombe devant peu d'hommes parfois, quand le ciel, jaloux, par la panique ou par son tonnerre la fait indignement périr ; car il ne permet l'orgueil à personne d'autre que lui ». L'empereur n'a pas écouté cet avis sage ; les conséquences pour lui et pour son pays ont effectivement été désastreuses.

Chez les anciens Grecs, les dieux punissent l'orgueil des hommes qui veulent se mettre à leur place et croient qu'ils peuvent décider de tout ; chez les chrétiens, ceux-ci sont frappés dès avant leur naissance par un péché originel qui limite sévèrement toute aspiration humaine. Les habitants des pays démocratiques modernes ne croient pas forcément aux uns ni à l'autre ; mais le même rôle de frein à leurs ambitions est joué par la complexité même du tissu social et du régime démocratique, les exigences multiples que celui-ci a pour fonction de réconcilier, les intérêts divergents qu'il cherche à satisfaire. Le premier adversaire de la démocratie est la simplification qui réduit le pluriel à l'unique et ouvre ainsi la voie à la démesure.

Une première forme de démesure peut être observée en Occident depuis la chute de l'empire communiste, dans les années 1989-1991. Cette politique, que je désigne par le terme de « messianisme », consiste à imposer le régime démocratique et les droits humains par la force. Elle ne se contente pas d'aspirer à ce que ses promoteurs jugent être le progrès, de le défendre chez soi et de l'encourager chez les autres, mais pousse à l'exporter dans le monde à l'aide des forces armées. Il s'agit donc d'une promotion de la démocratie – mais ce

mouvement engendre une menace interne pour les pays démocratiques eux-mêmes. J'en rappelle quelques exemples récents.

La guerre d'Irak, conduite par les Etats-Unis et leurs alliés depuis 2003, a été la réponse à une menace dont on a découvert depuis qu'elle était inexistante (les armes de destruction massive, la complicité avec les réseaux terroristes), mais aussi l'accomplissement d'un projet politique : apporter – ce qui veut dire imposer – la démocratie aux pays du Moyen-Orient, et, selon les mots du président américain Bush, « assurer le triomphe de la liberté sur ses ennemis ». On sait que, huit ans plus tard, l'armée américaine est toujours sur place, alors même que ces nobles objectifs ont été abandonnés. Des centaines de milliers d'Irakiens sont morts au cours de ce processus, le pays reste en proie à la violence, l'hostilité entre groupes ethniques et religieux s'est accrue. Plus grave peut-être, cette occupation, liée à une plus générale « guerre contre la terreur », a eu des conséquences néfastes sur les pays même qui l'ont menée. La plus voyante parmi elles est la progressive légalisation de la torture. Celle-ci existe certes depuis l'Antiquité, et elle s'est perpétuée dans les pays incontestablement démocratiques, comme la France pendant la guerre d'Algérie. Mais, jusque là, cette existence était honteuse, et la dénégation des gouvernements accusés de pratiquer la torture fournissait une base légale et morale pour la combattre. Or, pour la première fois, la torture n'est plus représentée comme une infraction, regrettable mais excusable, à la norme, elle est la norme même.

La contagion se répand bien au-delà du cercle limité des tortionnaires : plusieurs autres groupes de professionnels sont impliqués dans la pratique des supplices. Des conseillers juridiques du gouvernement sont là pour assurer l'impunité légale de leurs collègues et fournir une légitimation à leurs actes. Sont régulièrement présents des psychologues, des psychiatres, des médecins, des femmes (les tortionnaires sont des hommes, mais l'avisement sous le regard des femmes aggrave l'humiliation). Pendant ce temps, des professeurs d'université produisent les justifications morales, légales ou philosophiques de la torture. La torture marque de manière indélébile le corps des torturés, mais elle corrompt aussi l'esprit des tortionnaires. De proche en proche, la société toute entière se trouve atteinte par ce cancer insidieux, cette atteinte au pacte fondamental qui relie entre eux les citoyens de chaque pays démocratique, pacte selon lequel l'Etat est le garant de la justice et du respect pour tout être humain. Un Etat qui légalise la torture n'est plus une démocratie.

Plusieurs analystes ont relevé la montée de *hubris*, ou démesure, chez les chefs d'Etat qui ont déclenché la guerre et commandé les armées, le président américain George W. Bush et le Premier ministre britannique Tony Blair. (...)